

Posted on

10.07.2015

Share on

- [—](#)
- [—](#)
- [—](#)
- [—](#)

Une mer plus sûre. Les effets du renforcement des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : EUR 30/2019/2015

AILRC-FR

3 juillet 2015

Résumé

Les mesures introduites par l'Union européenne (UE) en avril 2015 pour renforcer les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, après l'arrêt de l'opération *Mare Nostrum* fin 2014, ont entraîné une baisse significative du nombre de morts chez les migrants et réfugiés empruntant cette route périlleuse vers l'Europe. Alors qu'une personne sur 16 perdait la vie dans les premiers mois de cette année, le nombre de morts est tombé à 1 sur 427 depuis la mise en place des mesures adoptées lors du sommet d'urgence des dirigeants de l'UE, le 23 avril.

Amnesty International souligne toutefois que les moyens maritimes et aériens doivent être déployés aussi près que possible des zones où les migrants et réfugiés ont besoin d'aide, tant que les flux migratoires par mer se poursuivront au rythme actuel. Tout retrait de ces ressources, ou changement dans leur utilisation, risque de nuire à l'efficacité des opérations de sauvetage.

Amnesty International demande également aux dirigeants européens de traiter les problèmes systémiques qui poussent les réfugiés et les migrants à entreprendre des traversées maritimes dangereuses, et notamment à ouvrir des passages plus sûrs et légaux pour atteindre l'Europe.

L'augmentation du nombre de morts après l'arrêt de l'opération *Mare Nostrum*

Après avoir étudié les risques auxquels étaient exposés les réfugiés et les migrants lorsqu'ils tentaient de traverser la Méditerranée depuis le début de l'année 2014, Amnesty International a fait campagne contre la décision des dirigeants européens, qui ont mis fin à l'opération humanitaire *Mare Nostrum* fin octobre 2014, et contre la réduction dramatique des capacités de recherche et sauvetage en mer qui en a résulté. Amnesty International a indiqué que l'opération commune *Triton* (menée par l'Agence européenne aux frontières extérieures, ou Frontex), mise en place pour patrouiller les frontières maritimes méridionales de l'UE à partir du 1^{er} novembre 2014, ne constituait pas une réponse adéquate à la crise humanitaire qui se déroulait en mer, car elle n'impliquait pas suffisamment de ressources pour la recherche et le sauvetage. Ces ressources étaient déployées trop près des côtes européennes pour pouvoir secourir rapidement les embarcations en détresse près de la Libye, et l'assistance aux réfugiés et migrants n'était pas non plus son objectif principal.

Contrairement à ceux qui affirmaient que l'opération *Mare Nostrum* encourageait les réfugiés et les migrants à tenter la traversée, les personnes qui s'y sont essayées n'ont fait qu'augmenter dans les mois ayant suivi la clôture de cette opération. Dans les six premiers mois de 2015, 70 474 réfugiés et migrants sont arrivés en Italie par mer, la majeure partie d'entre eux depuis la Libye. Entre le 1^{er} janvier et le 29 juin 2014, ils n'étaient que 60 431.

De manière prévisible, le nombre de morts en mer a fortement augmenté dans les premiers mois de 2015, avec 470 victimes signalées à la fin mars. En l'espace d'une semaine, deux naufrages de grande ampleur ont eu lieu entre le 12 et le 19 avril 2015. Plus de 1 200 personnes ont ainsi perdu la vie. Les dirigeants de l'UE ont ainsi été amenés à trouver de nouvelles réponses à la tragédie qui déroulait à leurs portes.

Réunion d'urgence du Conseil de l'Europe le 23 avril 2015 : de nouvelles ressources pour la recherche et le sauvetage

Une réunion urgente du Conseil de l'Europe a eu lieu à Bruxelles le 23 avril 2015, et Amnesty International a demandé aux gouvernements européens de lancer en urgence une opération humanitaire multinationale ayant pour mandat de sauver des vies en Méditerranée, par le déploiement de ressources aériennes et navales pouvant patrouiller en haute mer le long des routes de migration, à une échelle répondant aux mouvements migratoires prévus.

Reconnaissant avec retard la gravité de la situation, les chefs de gouvernement de l'UE ont accepté de renforcer les capacités de recherche et de sauvetage afin de sauver des vies. Ils ont notamment décidé de renforcer rapidement les opérations *Triton* et *Poséidon* en triplant comme minimum leurs ressources financières en 2015 et en 2016, ainsi que les moyens disponibles, et donc d'augmenter les possibilités de recherche et de sauvetage dans le mandat de Frontex.

Différents dispositifs ont de ce fait été adoptés dans les semaines qui ont suivi. Certains gouvernements ont proposé immédiatement des moyens navals et aériens pour augmenter les capacités de *Triton* en matière de recherche et de sauvetage. De nouveaux patrouilleurs, plus grands que ceux utilisés jusqu'à

présent par *Triton*, ont permis des recherches dans des conditions climatiques plus difficiles et des sauvetages à plus grande échelle. Le 27 avril, le *Commandant Birot*, un navire de la marine française, a rejoint la flotte de l'opération *Triton*. D'autres navires ont suivi peu de temps après. Le 4 mai, Frontex a confirmé que des ressources supplémentaires avaient été mises à la disposition de *Triton* et que d'autres seraient ajoutées dans les semaines à venir.

Dans son programme relatif aux migrations, publié le 13 mai 2015, la Commission européenne a confirmé sa détermination à agir rapidement pour sauver des vies en mer et déclaré que les efforts de recherche et sauvetage seraient accrus afin de revenir au niveau d'intervention de l'ancienne opération italienne *Mare Nostrum*. Il a également été confirmé que le budget des opérations *Triton* et *Poséidon* de Frontex triplerait et, qu'en parallèle à ce financement de l'UE, plusieurs États membres mettraient à disposition des navires et avions. La Commission a ajouté que cet effort de solidarité serait maintenu tant que la pression migratoire persisterait.

Le 26 mai, Frontex a adopté un nouveau plan opérationnel pour *Triton*, avec un budget accru, des ressources supplémentaires et un rayon d'action augmenté, étendant les 30 miles nautiques initiaux (environ 55 km) entre les côtes maltaises et italiennes à 138 miles nautiques (environ 255 km) au sud de la Sicile et à 70 miles nautiques (environ 120 km) au sud de Lampedusa. En juin 2015, Frontex a écrit à Amnesty International que pendant l'été, de mai à septembre, *Triton* déploierait six vaisseaux, 12 patrouilleurs, 3 avions et 2 hélicoptères.

Parallèlement, plusieurs gouvernements ont décidé de déployer des ressources navales et aériennes extérieures à l'opération *Triton*, dans le cadre de missions humanitaires nationales destinées à assister les réfugiés et les migrants en danger. Le 5 mai, le vaisseau britannique *HMS Bulwark*, escorté de 3 hélicoptères Merlin, est arrivé en Méditerranée centrale, dans le cadre de l'opération « *Weald* ». Le 7 mai, les vaisseaux allemands *Berlin* et *Hessen* l'ont rejoint, puis, plus tard le même mois, le navire irlandais *Lé Eithne*. Quelques jours après, ces navires commençaient à assister des réfugiés et migrants en difficulté. Ces navires restent subordonnés à leurs commandements respectifs, mais toutes les opérations de recherche et sauvetage sont supervisées par le Centre italien de coordination des opérations de sauvetage maritimes, conformément au Droit de la mer. La marine italienne, qui a affrété cinq navires parallèlement à *Triton*, assure la coordination locale pour que les ressources disponibles soient utilisées le plus efficacement possible.

En outre, deux ONG, la Migrant Offshore Aid Station (MOAS) and Médecins sans Frontières (MSF), ont accru leurs capacités de sauvetage par le déploiement de quatre navires privés destinés à l'assistance des réfugiés et migrants en mer.

Dotées de ces moyens supplémentaires, les opérations de recherche et sauvetage se sont poursuivies sans interruption en mai et juin. Des milliers de personnes ont pu ainsi être secourues dans des délais très rapides : plus de 5 500 entre le 30 avril et le 4 mai ; 2 220 en 11 opérations le 14 mai ; plus de 5 000 entre le 29 et le 31 mai (26 opérations) ; 3 480 le 6 juin (15 opérations) et quelque 2 900 le 28 juin (21 opérations).

À la fin du mois de mai, le niveau des ressources dont disposait *Mare Nostrum* était dépassé. *Triton* a pu engager ses ressources à la frontière méridionale de la zone maltaise, comme l'a confirmé Frontex par écrit à Amnesty International en juin 2015. Parallèlement, les navires allemands, irlandais, italiens et britanniques, qui opèrent indépendamment, se trouvent au sud de la zone étendue couverte par *Triton*, et ont pu secourir des personnes en détresse à seulement 30 miles nautiques (55 km) des côtes libyennes en deux heures environ. Cette donnée est particulièrement importante car au cours des derniers mois, des embarcations et des dinghies sont partis d'une plus large bande de la côte libyenne que par le passé. Parfois, jusqu'à 25 embarcations et dinghies sont partis en même temps.

Plus de ressources navales : moins de morts

Selon les données du ministère de l'Intérieur italien, plus de 64 000 personnes sont arrivées par la mer, via la Méditerranée centrale, entre le 1^{er} juin et le 26 juin 2015. Sur ce nombre, et selon les garde-côtes italiens, 14 250 personnes ont été secourues par les navires des garde-côtes italiens, 12 900 par la marine italienne, 10 380 par d'autres navires opérant en-dehors de l'opération *Triton*, 5 500 par des vaisseaux non italiens dépendant de l'opération *Triton*, 4 348 par la police des douanes italienne (Guardia di Finanza), 4 223 par la MOAS et MSF. La dépendance par rapport à des navires commerciaux pour les opérations de sauvetage, qui était très importante au premier trimestre 2015, s'est allégée avec le premier engagement de *Triton* et d'autres marines après le 23 avril.

On remarquera, et c'est crucial, que les données fournies par le ministère de l'Intérieur italien et les estimations mises à la disposition d' Amnesty International par l'Organisation internationale pour les migrations montrent qu'en mai et juin, alors que les traversées s'accéléraient, le nombre de morts a chuté après le renforcement des capacités de recherche et sauvetage en mer.

Alors que dans la période du 1^{er} janvier au 26 avril 2015, 1 721 personnes se sont noyées ou ont disparu en mer sur 27 722 qui ont tenté la traversée (1 personne sur 16 ou 6,2 %), le nombre de morts s'est abaissé de manière spectaculaire dans les mois qui ont suivi.

Entre le 27 avril, date à laquelle le premier navire supplémentaire a rejoint l'opération *Triton*, et le 29 juin 2015, 42 297 personnes ont tenté la traversée. On pense que 99 d'entre elles sont mortes ou disparues en mer, ce qui constitue une réduction de la proportion de morts de 1 à 427, soit 0,23 %. Cela constitue une très grande amélioration de la situation dans les mois qui ont immédiatement suivi la réunion d'urgence du Conseil de l'Europe le 23 avril.

Amnesty International salue l'ensemble des mesures adoptées et mises en œuvre par les dirigeants européens, ainsi que la détermination dont a fait preuve la Commission européenne pour sauver des vies.

Éviter les dérives

Tant que les départs se poursuivent à un rythme aussi important, Amnesty International appelle les dirigeants européens à maintenir les niveaux de déploiement des ressources navales et aériennes aussi près que possible des eaux territoriales libyennes, afin de pouvoir porter secours rapidement aux réfugiés et migrants en mer. Dans un futur proche, certaines ressources mises à la disposition de l'opération *Triton* par les gouvernements européens pourraient participer à l'EUNAVFOR MED, une mission militaire conjointe lancée le 22 juin pour identifier, capturer et éliminer les bateaux utilisés par les passeurs et de trafiquants d'êtres humains. La mise en place de cette mission ne doit pas dévier les ressources utilisées pour patrouiller en haute mer afin de venir en aide aux personnes en détresse. Amnesty International appelle les dirigeants européens à continuer de faire en sorte que les personnes sauvées soit débarquées en lieu sûr et puisse bénéficier d'un dispositif d'asile visant à accorder une protection internationale aux personnes qui en ont besoin.

Même si la route de la Méditerranée centrale est devenue beaucoup plus sûre, elle reste périlleuse. Des gens vont continuer à périr, et des opérations de recherche et sauvetage à large échelle restent nécessaires tant qu'un grand nombre de personnes se risqueront à emprunter cette route périlleuse. En réponse à la crise mondiale des réfugiés, qui ne fait que s'aggraver, les pays de l'UE doivent ouvrir davantage de routes sûres et légales pour autoriser l'accès à l'Europe. Ils doivent commencer par augmenter de manière significative la réinstallation et les admissions de réfugiés à des fins humanitaires.

Document public

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., London WC1X 0DW, Royaume-Uni

www.amnesty.org